



RAPPORT FINANCIER ANNUEL RAPPORT DE GESTION DU DIRECTOIRE

1. CONJONCTURE GENERALE

Le marché français du pesage industriel et commercial est progressivement sorti de la crise au cours de l'année 2010, comme l'ensemble de l'industrie.

Ceci concerne les équipements, mais aussi les activités de service qui avaient été également affectées, mais dans une moindre mesure.

Au niveau européen, l'amélioration n'est pas uniforme et certains pays, comme l'Irlande et l'Angleterre par exemple, sont restés encore très affectés.

2. ACTIVITE DE LA SOCIETE AU COURS DE L'ANNEE 2010

2.1. Groupe PRECIA MOLEN

En 2010, le chiffre d'affaires consolidé du groupe PRECIA MOLEN s'élève à 80.3 M€, contre 75.3 M€ en 2009, ce qui représente une croissance de 6.6%. A périmètre égal, l'évolution est de +0.2 %.

Le Groupe a réalisé 67 % de son chiffre d'affaires en France, 23 % dans l'Union Européenne et 10 % dans le reste du monde.

2.2. PRECIA SA, société mère

En 2010, le chiffre d'affaires de PRECIA SA est de 36.2 M€, contre 34.2 M€ en 2009, soit une croissance de 5.9%.

3. RESULTATS

3.1 Groupe PRECIA MOLEN

Le résultat consolidé du Groupe PRECIA MOLEN s'élève à 4 696 K€ contre 3 391 K€ en 2009.

Ce résultat se détaille comme suit :

En K€	2010	2009
Résultat opérationnel	7 308	5 206
Coût de l'endettement financier net	-29	-109
Autres charges financières	-174	-304
Quote-part résultat des sociétés mises en équivalence	9	64
Charge d'impôt	- 2 174	- 1 400
Part des intérêts ne conférant pas le contrôle	-244	-66
RESULTAT CONSOLIDE part du groupe	4 696	3 391
RESULTAT PAR ACTION (en euro)	8,40	6,06

Le résultat opérationnel est de 7 308 K€ contre 5 206 K€ en 2009 ; il augmente de 40.4% par rapport à l'an dernier et il représente 9.1% du chiffre d'affaires, contre 6.9 % en 2009. Hors plus-value de cession du bâtiment de Brive, le résultat opérationnel est de 6 295 K€, soit 7.8% du chiffre d'affaires.

Le résultat consolidé part du groupe est de 4 696 K€ contre 3 391 K€ en 2009 ; il augmente de 38.5% par rapport à l'an dernier et il représente 5.8% du chiffre d'affaires, contre 4.5 % en 2009.

Hors plus-value de cession du bâtiment de Brive, le résultat est de 4 021 K€, soit 5.0% du chiffre d'affaires.

Le résultat par action est de 8.40 euro contre 6.06 euro en 2009.

L'endettement à long terme est de 5.3 M€, contre 2.9 M€ au 31/12/2009. Il inclut le retraitement des locations financières pour 0.6 M€. Le ratio dettes/fonds propres est de 15.3 % et 13.6 % hors dettes liées aux locations financières, à comparer respectivement à 9.6 % et 7.8 % fin 2009.

A court terme, la trésorerie nette au 31/12/2010 est de 14.2 M€, contre 11.0 M€ à fin 2009.

3.2. PRECIA SA

En 2010, PRECIA SA enregistre les résultats suivants :

En K€	2010	2009
Résultat d'exploitation	1 403	1 324
Résultat financier	424	204
Résultat Exceptionnel	1 154	550
Participation des salariés	-200	-48
Impôt sur les bénéfices	-493	-82
RESULTAT NET	2 288	1 948

Le résultat d'exploitation de PRECIA SA augmente de 6.0% par rapport à 2009 ; il représente 3.9 % du chiffre d'affaires comme l'an dernier.

Le résultat net est de 2 288 K€ contre 1 948 K€ en 2009, soit une augmentation de 17.4% ; Il représente 6.3% du chiffre d'affaires contre 5.7% l'an dernier.

Hors plus-value de cession nette d'I/S du bâtiment de Brive, le résultat net est de 1 613 K€, soit 4.5% du chiffre d'affaires.

L'endettement à moyen terme est de 1.7 M€, à comparer à 2.2 M€ au 31/12/09. Le ratio dettes/fonds propres est de 7.4 % contre 10.0% à fin 2009.

A court terme, la trésorerie nette au 31/12/2010 est de 11.1 M€, y compris un financement factor de 3.9 M€.

3.3. Affectation des résultats

Nous vous proposons d'affecter les bénéfices nets comptables à la distribution d'un dividende de 1.40 € par action, et de porter le solde à la réserve facultative.

Conformément aux dispositions légales, nous vous rappelons les dividendes versés au titre des trois derniers exercices : (abattement : 40%)

	coût total
au titre de 2009 : 0,90 € par action	503 K€
au titre de 2008 : 1,00 € par action	562 K€
au titre de 2007 : 1,30 € par action	731 K€

4. METHODES COMPTABLES

Les comptes de l'exercice sont établis selon les mêmes règles que celle appliquées lors de l'exercice précédent. Les états financiers consolidés sont établis selon les normes comptables internationales (IFRS) telles qu'adoptées dans l'Union Européenne.

5. FILIALES

5.1. Evolution du périmètre du Groupe

En 2010, le groupe a poursuivi sa stratégie de développement dans les activités de service.

Une fusion-absorption de CMPI par PRECIA MOLEN SERVICE a été réalisée début 2010 avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2010.

PRECIA MOLEN SERVICE a acquis début 2010, 100% des actions de la SAS ALSACE PESAGE. Ces deux entités ont été fusionnées le 21 septembre avec effet rétroactif au 1^{er} avril 2010.

PRECIA MOLEN SERVICE a acquis le 1^{er} juillet 2010, 100% des actions de la SAS PAC PESAGE, implantée en région parisienne. Cette société a donné son fonds de commerce en location-gérance à PMS à partir du 1^{er} octobre 2010.

PRECIA MOLEN SERVICE a acquis le 1^{er} décembre 2010 le fonds de commerce de la société RUBIN-DELANCHY en Haute-Savoie.

5.2. Participations au 31/12/2010

Au 31 décembre 2010, PRECIA SA détenait des participations directes dans les sociétés suivantes :

a) Filiales :

France :

PRECIA MOLEN SERVICE SAS 99,96 %

International :

MOLEN B.V. 100,00 %

PRECIA MOLEN UK Ltd 100,00 %

MOLEN BELGIUM NV 100,00 %

PRECIA POLSKA Sp.z.o.o. 100,00 %

PRECIA CZ s.r.o. 100,00 %

PRECIA MOLEN INDIA 60,00 %

PRECIA MOLEN MAROC SARL 60,00 %

PRECIA MOLEN SCANDINAVIA 90,00 %

Participations

International :

PRECIA MOLEN IRELAND	40,00 %
BACSA SA	19,00 %

La SAS PAC PESAGE est détenue à 100% de manière indirecte via PRECIA MOLEN SERVICE.

Le Groupe est organisé de la façon suivante :

- 1) Le pôle industriel et commercial PRECIA France, consacré à la conception, la fabrication et la vente d'équipements et de solutions de pesage, qui regroupe les deux usines situées à PRIVAS et VEYRAS (ARDECHE), ainsi qu'un site d'études informatiques à WOIPPY, près de METZ (MOSELLE).
- 2) Le pôle service avec PRECIA MOLEN SERVICE (PMS) consacré à :
 - a. L'installation de matériels neufs pour le compte de PRECIA SA
 - b. L'entretien, les contrats de maintenance et la réparation de matériels de pesage de toute marque,
 - c. La vérification périodique obligatoire des équipements utilisés pour le commerce.

PRECIA MOLEN SERVICE a réalisé un chiffre d'affaires de 32.2 M€ en 2010 contre 28,2 M€ en 2009, soit une progression de 13.9% ; à structure comparable, l'évolution a été de -0.6%. Le bénéfice net est de 1 814 K€, soit 5.6% du chiffre d'affaires.

- 3) Le pôle international correspond aux implantations commerciales du groupe dans l'Union Européenne (HOLLANDE, ANGLETERRE, BELGIQUE, POLOGNE et REPUBLIQUE TCHEQUE) et dans le reste du Monde (SCANDINAVIE, MAROC et INDE). En 2010, le chiffre d'affaires cumulé de ces différentes entités a été de 23.5 M€, en diminution de 2.5% par rapport à l'année précédente. Ces entités contribuent pour 1.1 M€ au résultat consolidé.

6. INVESTISSEMENTS ET RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT

6.1. Investissements

Le groupe PRECIA MOLEN a réalisé en 2010 les investissements suivants :

ACQUISITIONS	K€
- Immobilisations incorporelles	3 040
- Immobilisations corporelles	2 842
- Actifs financiers	81
TOTAL	5 962

Les acquisitions ont été principalement réalisées en France (91% du total) avec l'achat des SAS Alsace Pesage et PAC Pesage.

PRECIA SA a réalisé les investissements suivants :

ACQUISITIONS	K€
- Immobilisations incorporelles	139
- Immobilisations corporelles	332
- Immobilisations financières	573
TOTAL	1 044

Les investissements concernent essentiellement l'augmentation du capital de PRECIA MOLEN MAROC et des prêts accordés à PRECIA MOLEN MAROC et PRECIA MOLEN UK.

6.2 Recherche-développement

La recherche développement représente 1,6 % du chiffre d'affaires consolidé et 3,6 % du chiffre d'affaires de PRECIA SA.

Les programmes de R&D ont été principalement consacrés :

- à des innovations dans le domaine du pesage de produits en vrac,
- à la mise au point d'un terminal de pesage avec écran tactile,
- au développement et à l'amélioration de solutions-métiers.

Au titre de 2010, aucune dépense n'est immobilisée.

7. EVENEMENTS IMPORTANTS SURVENUS DEPUIS L'ARRETE DES COMPTES DU 31/12/2010

Une fusion-absorption de PAC PESAGE par PRECIA MOLEN SERVICE a été réalisée début 2011 avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2011.

8. IMPACT SOCIAL DE L'ACTIVITE

L'effectif de PRECIA SA était de 235 au 31/12/2010 réparti de la façon suivante :

70 cadres dont 3 femmes

117 employés dont 37 femmes

et 48 ouvriers dont 7 femmes

Le temps partiel reste toujours marginal (12 personnes à temps partiel) ainsi que le recours aux contrats à durée déterminée.

L'absentéisme s'est encore amélioré en 2010 puisqu'il s'est élevé à 4,20 jours en moyenne par personne, en diminution par rapport à 2009 (4,56 jours).

Avec la reprise de l'activité, l'augmentation du travail temporaire a été sensible (16 048 heures payées en 2010 contre 3 863 heures en 2009).

De même le montant payé au titre des heures de modulation a été plus important (38 K€ contre 11 K€ en 2009)

L'accord d'intéressement, arrivé à son terme en cours d'année, a été renégocié avec le Comité d'Entreprise. Cet accord constitue un moyen pour notre société de marquer notre volonté de favoriser l'implication du personnel dans l'atteinte d'objectifs majeurs pour l'entreprise et de reconnaître collectivement la participation du personnel à leur atteinte et /ou à leur dépassement

Pour l'année 2010, les montants versés aux salariés au titre de l'intéressement et la participation s'élèvent respectivement à 388 K€ et à 200 K€ , en progression de 74% par rapport à 2009.

Cela représente en moyenne 2 500 euros pour chaque salarié.

Les principaux axes de formation s'inscrivent dans la continuité des actions précédemment menées avec un effort tout particulier sur l'amélioration des processus de gestion commerciale et la maîtrise de l'anglais.

9. IMPACT ENVIRONNEMENTAL DE L'ACTIVITE

Consommation de ressources de PRECIA SA :

	2010	2009
Eau	2 023 m ³	2 526 m ³
Electricité	1 304 934 Kwh	1 301 816 Kwh
Gaz Industriel	30 247 m ³	22 309 m ³
	650 kg	511 kg
Produits décapants	540 kg	1 560 kg
	360 litres	240 litres
Traitements éléments souillés	4 434 kg	5 120 kg
Huiles solubles	100 kg	154 kg
	370 litres	60 litres
Fuel (achats)	115 572 litres	70 173 litres

10. FACTEURS DE RISQUES

10.1. Risque lié aux conditions de marché

Notre activité se situe dans un secteur fortement concurrentiel. Le positionnement de la société sur le marché dépend de plusieurs facteurs, notamment de sa capacité d'innovation, de son offre commerciale de solutions complètes, de la qualité des produits, de la maîtrise des approvisionnements et de l'organisation de ses réseaux de vente et de service.

Une spécificité de notre métier est la contrainte réglementaire, qu'il s'agisse de la Métrologie Légale ou de la réglementation relative aux produits installés en zones explosibles (ATEX), à laquelle nous nous conformons par la mise en œuvre de notre Système Qualité, qui fait l'objet d'audits et de certifications par des organismes habilités à intervalles réguliers.

L'importance opérationnelle de la gestion informatique des données a conduit la société à être particulièrement vigilante quant à la sécurité de ses systèmes.

10.2. Risques liés à l'environnement financier

Comme toute société commerciale, le groupe est confronté aux risques d'impayés de ses clients ; ce risque est toutefois limité par la qualité de sa clientèle grands comptes, ainsi que par la faible concentration des clients.

Le Groupe est faiblement exposé aux risques de change et de taux d'intérêt ; il applique une politique de prudence en la matière.

10.3. Risque de liquidité et de trésorerie

Le risque d'incapacité de la société à faire face à ses engagements financiers est faible ; il fait d'ailleurs l'objet d'une évaluation périodique de la Banque de France, qui nous attribue

une probabilité de défaillance dans les trois ans de 0,1 %, à comparer au score global de l'industrie : 4,06 %.

10.4 Assurances

La société assure ses activités, avec l'assistance d'un courtier spécialisé, dans des conditions conformes aux standards de l'industrie.

11. INFORMATIONS DIVERSES

11.1. Charges somptuaires

En 2010, elles se sont élevées à 22 K€.

11.2. Principaux actionnaires

Conformément à la loi, nous vous informons que les principaux actionnaires de votre société sont :

	Participation	Droits de vote
Groupe ESCHARAVIL S.A.	De 33,33 à 50 %	De 50 % à 66,67 %
Famille ESCHARAVIL	De 5 à 10 %	De 10 à 15 %
Amiral Gestion	De 5 à 10 %	De 5 à 10 %
Nombre total de droits de vote		831 930

Différents franchissements de seuils ont été déclarés dans l'exercice :

Le 29 octobre 2010, ALTO INVEST a franchi en baisse le seuil de 3% du capital.

Le 6 octobre 2010, AMIRAL GESTION a franchi en hausse le seuil de 5% du capital, et le 3 novembre 2010, a franchi également en hausse le seuil de 5% des droits de vote.

Le 3 novembre 2010, l'IDI a franchi en baisse le seuil de 10% du capital et de 5% des droits de vote et a déclaré ne plus détenir aucun titre PRECIA.

11.3. Détention d'actions PRECIA SA par elle-même

Au 31/12/2010, PRECIA SA détenait 13 293 de ses propres actions, soit 2.3 % du capital ; le coût d'acquisition de ces actions est de 206 K€ ; la valeur de marché à la fin de l'exercice de 634 K€.

PRECIA SA a acquis 397 actions dans l'exercice pour un coût d'acquisition de 17 K€.

De plus, un contrat de liquidité a été mis en place en octobre 2010 , et 1 000 titres ont été apportés. Au 31/12/2010, la position titres du contrat est de 1 010 titres valorisés pour 50 K€.

11.4. Inventaire des valeurs mobilières

Au 31/12/2010, PRECIA et PRECIA MOLEN SERVICE détenaient les valeurs mobilières de placement suivantes :

	31/12/2010
OPCVM (2)	2 633
Certificats de dépôt (1)	8 203
Valeurs mobilières de placement	10 836

(1) Les certificats de dépôt sont rémunérés aux conditions du marché, avec une possibilité de sortie à tout moment

(2) Sicav monétaires :

	Nbre parts	Valeur
SGAM Invest Moneplus	1	23
CL Monetaire Large	7	771
CAAM Mone 3 mois	13	302
CAAM Mone divers 6 mois	70	390
ECUREUIL Expansion C FCP 3 DEC	22	407
UNION +SI 3 DEC	4	740
TOTAL OPCVM		2 633

11.5. Délais de paiement des fournisseurs

Au 31/12/2010, la décomposition par échéances de la balance fournisseurs de PRECIA SA était la suivante : (en K€)

	2010	2009
Echéances échues	862	608
Echéances inférieures à 30 jours	1 454	1 605
Echéances de 30 à 60 jours	1 640	1 292
Echéances supérieures à 60 jours	24	57
Total	3 980	3 562

11.6. Participation des salariés au capital

Au 31/12/2010, la part de capital détenu par les salariés sous forme de gestion collective est de 1.35 %.

11.7. Mandats des dirigeants

ADMINISTRATION – DIRECTION

Madame Anne-Marie PERIN- ESCHARAVIL

Membre et Présidente du Conseil de Surveillance

Présidente des S.A.S. BERGEROUX et LA FINANCIERE DE BENAT

Présidente et Directeur Général de la S.A.S. GROUPE ESCHARAVIL

Administrateur des S.A. LUC ESCHARAVIL DEVELOPPEMENT (jusqu'au 24/11/2010 – TUP) et LUC ESCHARAVIL S.A.

Madame Alice ESCHARAVIL

Membre du Conseil de Surveillance

Administrateur de la S.A. LUC ESCHARAVIL S.A.

Mademoiselle Marie-Christine ESCHARAVIL

Membre du Conseil de Surveillance

Monsieur Luc ESCHARAVIL

Membre et Vice-Président du Conseil de Surveillance

Administrateur – Président et Directeur général des S.A. LUC

ESCHARAVIL S.A. et LUC ESCHARAVIL DEVELOPPEMENT (jusqu'au 24/11/2010 – TUP)

Président de la S.A.S. RAFFIN

Monsieur Georges FARVACQUE

Représentant la société FIDUCIAIRE DE CONTROLE ET DE GESTION DE PATRIMOINE

Membre du Conseil de Surveillance

Monsieur François THINARD

Membre du Conseil de Surveillance (nomination dans ses fonctions le 23/06/2010)

Monsieur René COLOMBEL

Membre et Président du Directoire

Président des S.A.S. PRECIA MOLEN SERVICE et ALSACE PESAGE (jusqu'au 21/09/2010 – Dissolution suite à la fusion-absorption)

Member of the board of Directors de MOLEN BV, PRECIA MOLEN UK, PRECIA MOLEN SCANDINAVIA, PRECIA MOLEN IRELAND et PRECIA MOLEN INDIA

Administrateur de MOLEN BELGIUM

Co-gérant de PRECIA MOLEN MAROC

CONTROLE

KPMG AUDIT

51 rue de Saint-Cyr – CP 409 – 69338 LYON Cedex 09

représentée par Monsieur Alain FEUILLET

Commissaire aux Comptes inscrit à la Compagnie Régionale de Lyon

CRMD

4 rue de la Cécile – 26000 VALENCE

représentée par Monsieur Jean-Jacques GAUDILLAT

Commissaire aux Comptes inscrit à la Compagnie Régionale de Grenoble

SITUATION DES MANDATS DES MEMBRES DU CONSEIL DE SURVEILLANCE :

Renouvellement de mandats de membres du Conseil de surveillance.

Les mandats de membres du Conseil de surveillance de :

- Madame Anne-Marie PERIN-ESCHARAVIL,
- Monsieur Luc ESCHARAVIL,
- Mademoiselle Marie-Christine ESCHARAVIL

venant à expiration à l'issue de la réunion de l'Assemblée Générale, nous vous proposons de les renouveler dans leurs fonctions pour une nouvelle période de six ans, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée à tenir dans l'année 2017 pour statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2016. »

12. PERSPECTIVES D'AVENIR

L'année 2010 a été marquée par une reprise du marché en France notamment à partir du deuxième semestre. La reprise a été moins nette dans certaines de nos filiales notamment en Irlande, en Angleterre et en Pologne . Leurs résultats, malgré les difficultés du marché, sont restés positifs.

Nos nouvelles filiales au Maroc et en Inde se sont, pour leur part, fortement développées. Le début de l'année 2011 semble confirmer la reprise sur la plupart des marchés européens et le bon développement de nos activités dans les pays à forte croissance (Inde et Maroc).

Nous continuerons à investir dans ces nouveaux marchés avec le Brésil comme cible en 2011 où le groupe vient de créer sa dixième filiale. Nous allons poursuivre nos actions de

prospection en Roumanie et développer notre présence au Moyen Orient et en Asie grâce à un renforcement de notre service export.

Le groupe pourrait procéder à de nouvelles acquisitions en France et à l'étranger pour renforcer son portefeuille produits. L'année 2011 verra également le lancement de nouveaux produits résultats de nos actions de R&D.

Nous allons également continuer notre développement stratégique dans le service . De nouvelles acquisitions en France sont envisageables en 2011 ainsi qu'un développement des activités de PMS sur les DOM TOM. L'élargissement des activités de PMS dans le domaine de la métrologie légale ainsi qu'une meilleure efficacité générée par la réorganisation en cours chez PMS constitueront d'autres relais de croissance pour notre activité services.

Le groupe va aussi s'engager dans un projet de refonte de ses systèmes de gestion informatisés par la mise en place un ERP global afin d'accompagner le développement du groupe en France et à l'international.

Le groupe a démontré sa solidité en période difficile. La crise nous a encouragé à revoir nos méthodes de travail et nos processus, ce qui a été réalisé grâce à l'implication de tous les employés du groupe. Notre groupe est plus fort et possède les ressources pour continuer son développement, à créer de nouveaux emplois et à générer de nouvelles opportunités pour ses employés.

13. ATTESTATION

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport de gestion joint présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquels elles sont confrontées.

Fait à Privas, le 7 avril 2010

Le Président du Directoire
René COLOMBEL

PRECIA

Société anonyme à directoire et conseil de surveillance au capital de 2 200 000 €

Siège social : Veyras, 07001 Privas

386 620 165 R.C.S. Aubenas

Documents comptables annuels.

A -Comptes sociaux

I.- Bilan au 31 décembre 2010

(En milliers d'euros.)

Actif	31/12/2010			31/12/2009
	Brut	Amortissements Provisions	Net	Net
Actif immobilisé :				
Immobilisations incorporelles				
Brevets	158	158	0	0
Fonds commercial.....	952	883	69	69
Autres	760	597	163	85
Sous-total immobilisations incorporelles	1 870	1 638	232	154
Immobilisations corporelles :				
Terrains	257		257	302
Constructions.....	3 755	2 649	1 106	1 247
Matériel et outillage.....	5 019	4 585	434	412
Autres.....	1 992	1 578	414	306
Sous-total immobilisations corporelles	11 023	8 812	2 211	2 267
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations financières :				
Participations	9 159	3 374	5 785	5 956
Créances rattachées à des participations	613		613	870
Prêts	12		12	34
Autres	169		169	33
Total Immobilisations	22 845	13 824	9 021	9 314
Actif circulant :				
Stocks et en-cours :				
Matières premières	3 329	1 671	1 658	1 503
Encours de production de biens	3 003		3 003	2 574
Produits finis	521	318	203	181
Marchandises.....	1 177	309	868	723
Sous-total stocks et encours	8 030	2 298	5 732	4 981
Clients et comptes rattachés	8 101	134	7 967	8 128
Autres créances	2 290		2 290	1 284
Valeurs mobilières de placement	6 316		6 316	5 658
Disponibilités	4 965		4 965	5 069
Comptes de régularisations actif	8		8	28
Charges constatées d'avance	347		347	257
Total actif circulant	30 057	2 432	27 625	25 405
Total général	52 902	16 256	36 646	34 719

Passif	31/12/2010	31/12/2009
Capitaux propres :		
Capital	2 200	2 200
Prime d'émission	9 260	9 260
Réserves :		
Réserve légale	220	220
Réserves réglementées		
Autres réserves	8 443	6 998
Report à nouveau	-120	-120
Résultat de l'exercice	2 248	1 948
Subventions d'investissements		
Provisions réglementées	986	1 037
Total capitaux propres	23 277	21 543
Avances conditionnées		
Provisions pour risques et charges :		
Provisions pour risques.....	732	844
Provisions pour charges.....	419	477
Total provisions pour risques et charges	1 151	1 321
Dettes :		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	1 885	2 883
Emprunts et dettes financières divers	169	275
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	828	558
Fournisseurs et comptes rattachés	5 647	4 810
Dettes fiscales et sociales	3 360	2 824
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	330	504
Produits constatés d'avance		
Ecart de conversion	0	1
Total dettes	12 218	11 855
Total général	36 646	34 719

II.- Compte de résultat

(En milliers d'euros.)

	Exercice 2010	Exercice 2009
Produits d'exploitation :		
Ventes de marchandises.....	2 472	2 333
Production vendue (biens et services).....	33 729	31 860
Montant net du chiffre d'affaires	36 201	34 193
Production stockée.....	457	90
Production immobilisée.....		
Autres produits.....	2 921	2 719
	39 579	37 002
Charges d'exploitation :		
Achat de marchandises et matières.....	11 764	10 782
Autres achats et charges externes.....	10 819	9 423
Impôts et taxes.....	836	928
Frais de personnel.....	11 701	11 376

Dotation aux amortissements.....	370	409
Dotation aux provisions.....	2 546	2 682
Autres charges.....	141	78
	38 176	35 678
Résultat d'exploitation	1 403	1 324
Résultat financier.....	424	204
Résultat courant avant impôts	1 827	1 528
Résultat exceptionnel.....	1 154	550
Participation des salariés.....	200	48
Impôts sur les bénéfices.....	493	82
Résultat net.....	2 288	1 948

III.-Projet d'affectation du résultat

Il sera proposé à l'assemblée générale ordinaire de distribuer un dividende de 1,40€ par action, et d'affecter le solde du résultat à la réserve facultative.

IV.- Annexe aux comptes sociaux

(En milliers d'euros.)

1.- Faits caractéristiques, règles et méthodes comptables

Les comptes de l'exercice sont élaborés et présentés conformément aux principes et méthodes tels que définis par le code de commerce, le décret comptable du 29/11/1983 ainsi que les règlements CRC 2000-06 et 2004-06 relatifs à la réécriture du plan comptable général 2005.

1.1.Faits caractéristiques de l'exercice

Nous avons cédé l'ensemble immobilier que nous possédions à Brive (19) en février 2010.

Faits caractéristiques post-clôture :

Néant

1.2.Règles et principes généraux appliqués

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence conformément aux hypothèses de base suivantes :

- continuité de l'exploitation
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

1.3.Méthodes d'évaluation

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes sont les suivantes :

1.3.1. Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont comptabilisées à leur valeur d'acquisition et correspondent :

- à des logiciels ;
- au fonds industriel et commercial (valeur d'apport).

Frais de recherche appliquée et de développement : les dépenses effectuées à ce titre ne sont pas immobilisées et figurent dans les charges d'exploitation.

1.3.2. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût historique d'acquisition.

1.3.3. Participations, créances rattachées à des participations, valeurs mobilières de placement

- Participations, Créances rattachées à des participations : les participations et créances rattachées sont inscrites pour leur prix d'acquisition, corrigé éventuellement d'une provision pour dépréciation les ramenant à leur valeur d'usage.

Cette valeur d'usage repose sur une analyse multicritères tenant compte des capitaux propres, de la rentabilité et des perspectives d'avenir de la société.

- Valeurs mobilières de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

1.3.4. Stocks

Les stocks de matières premières et approvisionnements sont valorisés au coût unitaire moyen pondéré.

La valeur brute des marchandises et des approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires.

Les produits en cours et les produits finis sont valorisés au coût de production, incluant :

- les consommations de matières premières et fournitures,
- les charges directes de main d'œuvre,
- les amortissements des biens concourant à la production,
- les charges indirectes de production.

Les charges financières sont toujours exclues de la valorisation des stocks.

Les coûts de production sont ajustés afin de tenir compte d'un niveau normal d'activité. A cette fin il est vérifié que la part des charges indirectes affectée aux coûts directs ne varie pas à la hausse de plus de 10 % par rapport à la moyenne des trois derniers exercices.

Une dépréciation automatique des articles en stocks est constituée en fonction de la date du dernier mouvement enregistré :

	Taux de dépréciation
Entre 1 et 2 ans	30 %
Entre 2 et 3 ans	60 %
Entre 3 et 4 ans	90 %
Plus de 4 ans	100 %

En complément, les articles à faible rotation font l'objet d'une dépréciation particulière.

De plus les articles en stocks sont revus par les responsables techniques qui évaluent les dépréciations complémentaires nécessaires au cas par cas.

1.3.5. Créances et dettes

Les créances et dettes sont valorisées à leur valeur nominale.

Une provision pour dépréciation est constituée lorsque la valeur d'inventaire des créances est inférieure à la valeur comptable ; celle-ci est déterminée en fonction des difficultés de recouvrement estimées d'après les informations connues à la clôture de l'exercice.

Les créances et dettes en monnaies étrangères, hors zone euro, sont valorisées au cours de change constaté à la clôture de l'exercice.

1.3.6. Amortissements et provisions

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire selon les durées d'utilité effectives.

Les durées moyennes d'amortissement sont les suivantes :

	Durée en années
Logiciels.....	3 à 5
Constructions.....	30
Agencements et aménagements des constructions..	20
Installations techniques.....	10 à 15
Matériel et outillage industriels.....	6 à 10
Matériel de transport de tourisme.....	5
Matériel de transport utilitaire.....	4
Matériel de bureau et informatique.....	3 à 5
Mobilier de bureau.....	5 à 15

Un amortissement dérogatoire est utilisé pour tenir compte des différences de durée et de mode d'amortissement entre les règles comptables et fiscales.

1.3.7. Engagements relatifs aux indemnités de départ à la retraite.

Les engagements de retraite sont calculés selon la méthode rétrospective des unités de crédit projetées, pour l'ensemble des salariés présents à la clôture de l'exercice, en fonction de l'éventualité d'un départ par mise à la retraite à 65 ans et de la probabilité de verser ces droits, compte tenu du taux de rotation du personnel observé et du taux de mortalité.

Le taux d'actualisation utilisé est de 4 %.

Les rémunérations servant de base au calcul font l'objet d'une revalorisation annuelle de 2,5 %.

Le montant des droits acquis à la date de clôture est basé sur l'indemnité de départ à la retraite, telle qu'elle est définie par la Convention Collective, augmentée du montant de la contribution patronale (50%).

Des analyses de sensibilité ont été réalisées concernant le taux d'actualisation : si ce taux était augmenté de 0.5%, l'engagement diminuerait d'environ 7%.

1.4. Comparabilité des comptes annuels

Les comptes de l'exercice sont établis selon les mêmes règles que celles appliquées lors de l'exercice précédent.

2.- Etat de l'actif immobilisé

Les mouvements ayant affecté les postes d'actif immobilisé se résument ainsi :

	Valeurs brutes au début de l'exercice	Acquisitions nouveaux prêts	Cessions, mises hors service, rem- boursements prêts, virements	Valeurs brutes à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles :				
Fonds commercial	952			952
Autres immobilisations incorporelles .	798	139	20	917
Sous total.....	1 750	139	20	1869
Immobilisations corporelles.....	11 594	332	904	11 022
Immobilisations en cours.....	0			0
Avances et acomptes.....	0			0
Sous total.....	11 594	332	904	11 022
Total incorporel et corporel.....	13 344	471	924	12 891
Immobilisations financières				
Participations.....	9 111	48	0	9 159
Créances rattachées.....	870	387	644	613
Autres immobilisations financières.	68	138	25	181
Sous total.....	10 049	573	669	9 953
Total général.....	23 393	1 044	1 593	22 844

Les sorties incluent 733 K€ relatifs aux immobilisations de Brive.

Les variations des immobilisations financières sont dues à :

- La mise en place d'un contrat de liquidité
- L'augmentation de la participation dans PRECIA MOLEN MAROC ;
- L'augmentation des prêts accordés à PRECIA MOLEN MAROC et PRECIA MOLEN UK.
- le remboursement des prêts par les filiales.

3.- Etat des amortissements

Les mouvements ayant affecté les postes d'amortissement de l'actif immobilisé se résument ainsi :

	Valeurs des amortissements au début de l'exercice	Augmentations dotations de l'exercice	Diminutions amortissements afférents aux éléments sortis d'actif	Valeurs des amortissements à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles :				
Fonds commercial	883			883
Autres immobilisations incorporelles.....	713	61	20	754
Sous total.....	1 596	61	20	1 637
Immobilisations corporelles.....	9 328	308	824	8 812
Total Général	10 924	369	844	10 449

Les diminutions d'amortissement incluent 655 K€ relatifs aux immobilisations de Brive.

4.- Etat des échéances des créances et dettes

Les tableaux ci-après résument l'état des échéances des créances et des dettes existantes à la clôture de l'exercice. Il fait ressortir la ventilation entre la partie exigible à un an au plus et la partie exigible à plus d'un an.

Libellés des postes de créances	Montant à la fin de l'exercice	Dont à un an au plus	Dont à plus d'un an
Actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations.....	613	264	349
Prêts.....	12	12	0
Autres immobilisations financières	169	77	92
Sous total	794	353	441
Actif circulant :			
Clients douteux et litigieux.....	159	0	159
Autres créances clients (1) (2).....	7941	7941	0
Personnel et comptes rattachés.....	0	0	0
Sécurité sociale et autres organismes sociaux.....	0	0	0
Etat – impôts sur les sociétés.....	0	0	0
Etat – taxe sur la valeur ajoutée.....	519	519	0
Etat – divers.....	0	0	0
Groupe et associés.....	1 255	1 255	0
Débiteurs et divers.....	515	515	381(3)
Charges constatées d'avance.....	347	347	0
Sous total.....	10 736	10 196	540
Total général	11 453	10 472	981

(1) La société a recours à une société d'affacturage depuis l'exercice 1998 pour le financement de son besoin en fonds de roulement.

(2) Dont effets à recevoir : 68 K€

non inclus : créances cédées au factor et non échues : 3 923 K€ (montant porté en disponibilité)

(3) Il s'agit de la retenue de garantie pour l'affacturage.

Libellés des postes de dettes	montant à la fin de de l'exercice	dont à un an au plus	dont à plus d'un an et à cinq an au plus	dont à plus de cinq ans
Emprunts et dettes à 1 an à l'origine...	154	154	0	0
Emprunts à plus de 1 an à l'origine (1)..	1 731	1 731	1 131	0
Emprunts et dettes financières divers...	61	61	8	43
Fournisseurs et comptes rattachés (2) ..	5 647	5 647	0	0
Personnel et comptes rattachés	1 463	1 463	0	0
Sécurité sociale et organismes sociaux..	1 090	1 090	0	0
Etat – impôts sur les sociétés.....	266	266	0	0
Etat – taxe sur la valeur ajoutée.....	265	265	0	0
Etat – autres impôts, taxes et assimilés	276	276	0	0
Dettes sur immobilisations et rattachées	0	0	0	0
Groupe et associés.....	107	107	0	0
Autres dettes.....	1 158	1 158	0	0
Produits constatés d'avance.....	0	0	0	0
Total général.....	12 218	11 036	1 139	43

(1) dont 81% à taux fixes. L'emprunt à taux variable n'est pas couvert.

(2) dont effets à payer : 873 k€

Emprunts souscrits dans l'exercice	200
Emprunts remboursés dans l'exercice	623

5.- Valeurs mobilières de placement

Le poste se ventile ainsi :

	2010	2009
Titres PRECIA :		
- 2010 : détention de 13 293 actions, soit 2,32 % du capital	206	
- 2009 : détention de 13 906 actions, soit 2,43 % du capital		199
moins : provision pour dépréciation		
Net.....	206	199
OPCVM (1)	207	3 259
Comptes à terme	1 002	
Dépôts à terme	4 900	2 200
Total	6 110	5 459
Total général.....	6 316	5 658

(1) il s'agit de sicav monétaires à rendement régulier.

	Nombre de parts	Coût d'achat	Valeur au 31/12/10
SG Monétaire plus SI.3DEC	1	23	23
UNION plus SI.3DEC	1	184	185

Valeur de marché des actions propres détenues à la clôture : 634
(au cours moyen du mois de décembre)

6.- Etat des provisions

Les mouvements ayant affecté les postes de provisions concernent :

- les provisions pour risques et charges ;
- les provisions pour dépréciation.

Ces provisions sont résumées dans le tableau ci-dessous, dans lequel figurent également les contreparties sur le compte de résultat au titre des dotations et des reprises de l'exercice, avec incidence sur :

- le résultat d'exploitation,
- le résultat financier,
- le résultat exceptionnel.

	Montants au début de l'exercice	Augmentations dotations de l'exercice	Diminutions reprises de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
Provisions réglementées :				
- amortissements dérogatoires.....	1 037	38	89	986
Sous total	1 037	38	89	986
Provisions pour risques et charges :				
- provisions pour litiges commerciaux.....	408	43	109	342
- provisions pour retraite.....	476	42	100	418
- provisions pour risques filiales.....	0	0	0	0

- autres provisions pour risques et charges(1)	437	86	133	390
Sous total	1 321	171	342	1 150
Provisions pour dépréciation :				
- sur titres de participations.....	3 154	220	0	3 374
- sur créances rattachées à des participations	0	0	0	0
- sur stocks et en cours.....	2 279	2 298	2 279	2 298
- sur comptes clients.....	169	84	119	134
- autres provisions pour dépréciation	0	0	0	0
Sous total	5 602	2 602	2 398	5 806
Total général	7 960	2 811	2 829	7 942
Dont dotations et reprises :				
Exploitation.....		2 545	2 712	
Financières.....		228	28	
Exceptionnelles.....		38	89	

(1) Les provisions reprises n'ont pas été utilisées en totalité.

La société est exposée dans le cadre normal de son activité à des litiges commerciaux.

Les provisions pour litiges sont déterminées au cas par cas à la clôture de l'exercice, et leurs montants représentent la meilleure estimation du risque financier encouru, pondérée par le facteur de survenance le plus probable. S'agissant d'affaires en cours, la société estime qu'il lui serait préjudiciable de détailler davantage l'information.

La charge future pour départs à la retraite a été en partie externalisée avec un contrat d'assurance spécifique ; la juste valeur du fonds au 31/12/2010 est de 769 K€, le montant de l'engagement résiduel après prise en compte de la couverture est de 418 K€.

Les autres provisions concernent des litiges sociaux, le retraitement des déchets électriques et électroniques (D.E.E.E), une requête fiscale et des écarts de change.

L'augmentation des provisions pour dépréciation des titres de participation concerne d'une part PRECIA MOLEN TCHEQUIE pour 40 K€, PRECIA MOLEN IRELAND pour 100 K€ et d'autre part, PRECIA MOLEN SCANDINAVIA pour 80 K€, qui ont été particulièrement affectées par la crise économique et dont les performances opérationnelles et les perspectives sont en deçà des attentes.

7.- Eléments relevant de plusieurs postes du bilan

7.1.Montants relatifs aux entreprises liées (participations supérieures à 50 %)

Participations.....	8 561
Créances liées aux participations.....	613
Créances clients et comptes rattachés.....	1 288
Autres créances.....	1 255
Emprunts et dettes financières divers.....	0
Dettes fournisseurs et comptes rattachés.....	824
Autres dettes.....	47
Autres produits financiers.....	42
Charges financières.....	0

7.2.Fonds commercial

Les valeurs de fonds de commerce, qui sont comptabilisées, se ventilent ainsi :

- un fonds de commerce d'une valeur brute de 639 K€, résultat des apports effectués en 1985.

Il a fait l'objet d'un amortissement depuis l'exercice clos le 31 décembre 1990 et est totalement amorti.

- un fonds de commerce de 0,15 Euro provenant de la fusion avec la société PIC amorti en totalité.

- un fonds de commerce de 183 K€ provenant de la fusion avec la société ERIS amorti en totalité.

- un fonds de commerce de 30 K€ provenant de la fusion avec la société YERNAUX amorti en totalité.

- un fonds de commerce de 100 K€ provenant du rachat de la société WEILLER en 2006.

7.3. Produits à recevoir

Le montant des produits à recevoir inclus dans les postes du bilan se ventile ainsi :

Créances rattachées à des participations.....	0
Créances clients et comptes rattachés.....	619
Autres créances.....	25
Total	644

7.4. Charges à payer

Le montant des charges à payer inclus dans les postes du bilan se ventile ainsi :

Emprunts auprès des établissements de crédit.....	9
Emprunts et dettes financières divers.....	31
Dettes fournisseurs et comptes rattachés.....	1 667
Dettes fiscales et sociales (dont participation 200)	2 148
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés.....	0
Autres dettes.....	81
Total	3 936

7.5. Charges et produits constatés d'avance

Influant sur le :	Charges	Produits
Résultat d'exploitation.....	347	0
Résultat financier.....	0	0
Résultat exceptionnel.....	0	0
Total	347	0

7.6. Composition du capital social

	Nbre d'actions	Valeur
Actions ou parts sociales composant le capital au début de l'exercice	573 304	2 200
Actions composant le capital social en fin d'exercice	573 304	2 200
Actions à droit de vote double (actions au nominatif détenues depuis plus de 4 ans)	272 929	

Le poste Primes se ventile ainsi :

Prime d'émission.....	2 865
Prime d'apport.....	766
Primes de fusion.....	5 629
Total	9 260

7.7. Tableau de variation des capitaux propres

	31/12/2009	augmentations	diminutions	31/12/2010
Capital	2 200			2 200
Primes d'émission ou de fusion	9 260			9 260
Réserve légale	220			220
Autres réserves	6 998	1 445		8 443
Report à nouveau	-120			-120
Résultat de l'exercice	1 948	2 288	1 948	2 248
Provisions réglementées	1 037	38	89	986
Total	21 543	3 771	2 037	23 277

8. -Eléments relevant du compte de résultat

8.1. Ventilation du chiffre d'affaires

Ventes France.....	83 %
Ventes export Union Européenne.....	7 %
Ventes export hors Union Européenne	10 %

8.2. Ventilation des transferts de charges

Le montant des transferts de charges inclus dans les postes du compte de résultat se ventile ainsi :

Remboursements sociaux.....	66
Avantages en nature.....	131
Remboursements frais de formation.....	8

8.3. Analyse du résultat financier

Charges financières	Montant
Intérêts et charges assimilées.....	78
Différences négatives de change.....	44
Dotations provisions dépréciation titres de participation.....	220
Diverses charges financières.....	8
Total	350

Produits financiers	Montant
Dividendes.....	586
Intérêts et produits assimilés	42
Différences positives de change.....	25
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement.	93
Reprises sur provisions.....	28
Total	774

8.4. Analyse du résultat exceptionnel

Charges exceptionnelles	Montant
Dotation aux amortissements dérogatoires.....	38
VNC immobilisations corporelles cédées	90
Contrôle Urssaf	55
Autres opérations	3
Total.....	186
Produits exceptionnels	Montant

Reprise sur amortissements dérogatoires.....	89
Produits sur opérations en capital	1 143
Rentrées sur créances amorties.....	3
Autres opérations (soldes clients et fournisseurs)	105
Total.....	1 340

8.5. Ventilation de l'impôt sur les bénéfices

Résultat courant		1 827
Résultat exceptionnel		1 154
Résultat comptable avant IS et participation		2 981
Résultat fiscal		2 563
Impôt normal	33,33 %	854
Crédit impôt recherche		-389
Contribution sociale	3,30%	28
Impôt société		493

8.6. Incidence de l'intégration fiscale

PRECIA S.A. a la qualité de société tête de groupe dans le cadre de l'intégration fiscale avec la société PRECIA MOLEN SERVICE.

Modalités de répartition de l'impôt société assis sur le résultat d'ensemble du Groupe : les charges d'impôt sont supportées par les sociétés intégrées comme en l'absence d'intégration fiscale. Les économies d'impôt réalisées par le Groupe sont conservées chez la société mère. Il n'y a pas d'économie d'impôt réalisée sur l'exercice.

9.- Engagements financiers

Engagements donnés	Montant
Effets escomptés non échus.....	0
Avals et cautions de Precia Molen Service.....	73
Avals et cautions de Precia Molen Maroc.....	50
Engagements en matière d'indemnités de départ à la retraite (1)...	
Autres engagements donnés.....	0
Total.....	123

(1) Les engagements en matière d'indemnités de départ à la retraite sont comptabilisés à la clôture de l'exercice en provisions pour risques et charges et couvrent la totalité du personnel.

Engagement reçus	Montant
Cautions bancaires sur contrats commerciaux.....	594
Abandon de créance avec clause de retour à meilleure fortune.....	5 528
Total.....	6 122

10.- Dettes garanties par des sûretés réelles

	Montant garanti	Capital restant dû
Emprunts et dettes établissements de crédit (1)	300	34
Emprunts et dettes établissements de crédit (2)	500	333
Emprunts et dettes établissements de crédit (3)	747	581

(1) Promesses d'hypothèque

(2) Actions (21 430 actions PMS)

(3) Nantissement fonds de commerce

11.- Incidence des évaluations fiscales dérogatoires

	Montant
Résultat net de l'exercice.....	2 289
Impôts sur les bénéfices	493
Résultat avant impôt.....	2 782
Variations des provisions réglementées en plus.....	0
Variations des provisions réglementées en moins.....	-51
Autres évaluations dérogatoires (+ ou -).....	0
Résultat hors évaluations fiscales dérogatoires (avant impôts).....	2 731

12.- Accroissements et allègements de la dette future d'impôts

Nature des différences temporaires	Montant
Accroissements	
Provisions réglementées.....	0
Provisions IS supporté libérées sous condition d'emploi.....	0
Autres : charges différées.....	0
Total.....	0
Accroissement de la dette future d'impôts.....	0
Allègements	
Provisions non déductibles l'année de comptabilisation.....	804
Provisions pour retraite.....	419
Charges non déductibles temporairement.	
a) taxes organique.....	60
b) provisions pour participation salariés.....	200
Frais acquisition titres.....	41
Provisions pour risques et charges.....	0
Plus value latentes sur OPCVM.....	1
Amortissements réputés différés.....	0
Déficits reportables.....	0
Moins values à long terme.....	0
Total.....	1 525
Allègement de la dette future d'impôts	508

13.- Rémunérations des dirigeants

Rémunérations allouées aux membres du Directoire, aux membres du Conseil de Surveillance et aux organes d'administration : 38 K€
Aucun jeton de présence n'a été alloué sur l'exercice.

14.- Honoraires des commissaires aux comptes

KPMG 39 K€
CRMD 18 K€

15.- Effectif moyen

	2010	2009
Cadres.....	69	66
Employés, Techniciens, Agents de Maîtrise.....	115	123
Ouvriers.....	48	48
Total	232	237

16.- Droit individuel à la formation (DIF)

	2010	2009
Volume d'heures de formation cumulé correspondant aux droits acquis	24 300	25 232
Volume d'heures de formation réalisées	248	347

17.- Transactions avec les parties liées

Les filiales de PRECIA SA à l'étranger ont pour vocation la commercialisation des produits du groupe. Les transactions relatives sont effectuées à des conditions normales de marché, toutes les filiales bénéficiant des tarifs de produits du groupe. PRECIA SA prend cependant en considération les contraintes des marchés locaux, comme en Inde ou au Maroc, pour faciliter la pénétration de ses produits sur ces marchés, sans que les conditions accordées aient un caractère significatif.

PRECIA SA a ainsi consenti des délais de règlements plus longs à PRECIA MOLEN MAROC.

18.- Tableau des filiales et participations

(en milliers d'euros)

Filiales et participations	Capital social	Réserves et report à nouveau avant affectation des résultats	Quote-part de capital détenue (en %)	Valeur comptable des titres détenus		Prêts et avances consentis		Cautions et avals donnés	Chiffre d'affaires HT dernier exercice	Bénéfice ou perte (-) dernier exercice	Dividendes Encaissés
				Brute	Nette	Brute	nette				
A) Renseignements détaillés sur filiales et participations											
1- Filiales (+50 %)											
PMS	3 200	4 771	99,96%	3 251	3 251			75	32 164	1 814	429
Molen NL	2 709	-1 360	100%	2 803	0	192	192		10 088	696	
Precia Polska	239	130	100%	30	30				1 335	28	
Precia CZ	35	-34	100%	44	4				190	0	
Precia Molen UK	529	205	100%	723	509	286	286		3 754	41	
Molen Belgium	285	697	100%	437	437				3 979	37	
Precia Molen Maroc	91	0	60%	55	55	135	135	50	722	132	37
Precia Molen India	806	32	60%	975	975				2 826	489	121
Precia Molen Scandinavia	113	-50	90%	243	73				563	-77	
2-Participations (de 10 à 50 %)											
Precia Molen Ireland	1	294	40%	500	400				1 817	15	
BACSA	139	180	19%	98	51				1 305	10	

B) Renseignements globaux sur autres filiales et participation : NEANT

B- Comptes consolidés

I.- Bilan consolidé au 31 décembre 2010

(En milliers d'euros.)

Actif	Notes	31/12/2010	31/12/2009
Actifs non courants :			
Goodwill.....	1.3.1	7 186	4 500
Autres Immobilisations incorporelles.....	2.3	183	131
Immobilisations corporelles.....	2.1	6 326	6 029
Actifs financiers		375	335
Participations mises en équivalence	2.4.1	127	118
Impôts différés actif.....	2.8	1 151	1 055
Total		15 349	12 168
Actifs courants :			
Stocks et en-cours	2.5	10 791	10 052
Créances clients et autres créances.....		25 418	22 763
Créance d'impôt exigible.....			244
Autres débiteurs.....	2.6	2 214	2 107
Trésorerie et équivalents de trésorerie.....	2.7	17 163	13 498
Total		55 586	48 664
Total général		70 935	60 832

Passif	Notes	31/12/2010	31/12/2009
Capitaux propres :			
Capital	2.9	2 200	2 200
Prime d'émission, de fusion, d'apport.....		4 487	4 487
Réserves consolidées.....		23 146	20 143
Actions propres.....	2.9	-256	-199
Résultat consolidé part du groupe.....		4 696	3 391
S/Total Capitaux propres attribuables au groupe...		34 273	30 022
Intérêts ne conférant pas le contrôle :	2.10		
Dans les réserves.....		363	350
Dans les résultats.....		244	66
Total Capitaux propres.....		34 880	30 438
Passifs non courants :			
Provisions long terme	2.12	2 127	2 232
Impôts différés passif.....	2.8	492	505
Dettes financières long terme.....	2.11	5 335	2 930
Total		7 954	5 667
Passifs courants :			
Dettes financières court terme	2.11	2 948	2 478
Dettes fournisseurs et autres dettes.....		7 832	6 391
Passif d'impôt exigible.....		257	
Autres passifs courants	2.13	17 065	15 858
Total.....		28 101	24 727
Total général		70 935	60 832

II.- Compte de résultat consolidé 2010

(En milliers d'euros.)

	Notes	2010	2009
Chiffre d'affaires.....	3.1	80 305	75 307
Achats consommés.....		-20 875	-19 725
Charges de personnel.....		-33 978	-31 509
Charges externes.....		-16 612	-15 444
Impôts et taxes.....		-1 686	-1 826
Amortissements.....		-1 911	-1 765
Variation des stocks en cours et produits finis.		660	-92
Autres produits d'exploitation.....	3.2	1 590	565
Autres charges d'exploitation.....		-185	-306
Résultat opérationnel.....		7 308	5 206
Produits de trésorerie et équivalents.....		299	196
Coût de l'endettement financier brut.....		-328	-305
Coût de l'endettement financier net.....	3.3	-29	-109
Autres produits financiers.....			
Autres charges financières.....		-174	-304
Quote-part du résultat des sociétés mises en équivalence.....		9	64
Charge d'impôt sur le résultat.....	3.4	-2 174	-1 400
Résultat		4 940	3 457
Intérêts ne conférant pas le contrôle.....		244	66
Part du groupe		4 696	3 391
Résultat de base par action et dilué (en euro).....	2.9	8.40	6,06

III.- Tableau de variation des capitaux propres consolidés

	Capital social	Primes d'émission	Actions propres	Réserves consolidées	Résultat de la période	Intérêts ne conférant pas le contrôle	TOTAL
Capitaux propres au 31/12/2008	2 200	4 487	-117	16 959	3 701	9	27 239
Dividendes versés					-562		
Affectation du résultat antérieur				3 139	-3 139		
Actions propres			-82				
Ecart de conversion				44			
Variation de périmètre						341	
Résultat de la période					3 391	66	
Capitaux propres au 31/12/2009	2 200	4 487	-199	20 143	3 391	416	30 438
Dividendes versés					-503		
Affectation du résultat antérieur				2 888	-2 888		
Actions propres			-57				
Ecart de conversion				116		-53	
Variation de périmètre							
Résultat de la période					4 696	244	
Capitaux propres au 31/12/2010	2 200	4 487	-256	23 146	4 696	607	34 880

IV.- Tableau du Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres
(En milliers d'euros.)

	31/12/2010	31/12/2009
Ecart de conversion	116	44
Actifs disponibles à la vente		
Instruments dérivés de couverture		
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres, part du Groupe, hors entités mises en équivalence	116	44
QP gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres hors entités mises en équivalence		
Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres part du Groupe	116	44
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres part des intérêts ne conférant pas le contrôle		
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	116	44

V.- Tableau des flux de trésorerie consolidé.
(En milliers d'euros.)

	Note	Exercice 2010	Exercice 2009
Flux de trésorerie lié à l'activité opérationnelle			
Résultat avant impôt.....		6 980	4 771
Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie :			
Amortissement.....		1 911	1 765
Provisions long terme et actifs financiers.....		11	577
Plus-value de cession d'actifs financiers			
Plus-values de cession d'immobilisations.....		-1 024	
Variation des subventions.....			
Variation des impôts différés.....		-93	20
Marge brute d'autofinancement.....		7 785	7 133
Charge d'intérêts.....		205	211
Variation du Besoin en Fonds de Roulement lié à l'activité.....		9	3 051
Flux de trésorerie généré par l'activité opérationnelle.....		7 999	10 395
Intérêts payés.....		-211	-204
Impôt sur le résultat payé.....		-1 782	-1 234
Flux net de trésorerie généré par l'activité opérationnelle.....		6 006	8 957
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement			
Acquisitions d'immobilisations.....		-2 192	-1 899
Cessions d'immobilisations.....		1 167	96
Cessions d'actifs financiers			
Remboursement d'actifs financiers.....		32	52
Incidence des variations de périmètre.....			
Ecart de conversion.....		116	44
Variation intérêts ne conférant pas le contrôle...		191	66

Acquisitions.....		-3 945	-795
Flux net de trésorerie lié aux activités d'investissement.....		-4 631	-2 436
Flux de trésorerie liés aux activités de financement			
Dividendes versés.....		-503	-562
Augmentation des capitaux propres			
Rachats et reventes d'actions propres.....		-57	-82
Augmentations des dettes financières.....		5 680	1 959
Remboursement des dettes financières.....		-3 299	-1 768
Flux net de trésorerie lié aux activités de financement.....		1 820	-453
Variation de trésorerie et équivalents de trésorerie.....		3 195	6 068
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture.....		11 020	4 952
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture.....	4	14 215	11 020
Incidence des variations de cours des devises			
Variation de trésorerie et équivalents de trésorerie.....		3 195	6 068

VI.- Annexe aux comptes consolidés au 31 décembre 2010

(En milliers d'euros.)

Les états financiers ont été arrêtés par le Directoire et présentés au Conseil de Surveillance du 7 avril 2011. Ces comptes ne seront définitifs qu'après leur approbation par l'Assemblée Générale des actionnaires, prévue le 15 juin 2011.

Faits caractéristiques de la période :

En 2010, le groupe a poursuivi sa stratégie de développement dans les activités de service.

Une fusion-absorption de CMPI par PRECIA MOLEN SERVICE a été réalisée début 2010 avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2010.

PRECIA MOLEN SERVICE a acquis début 2010, 100% des actions de la SAS ALSACE PESAGE.

Ces deux entités ont été fusionnées le 21 septembre avec effet rétroactif au 1^{er} avril 2010.

PRECIA MOLEN SERVICE a acquis le 1^{er} juillet 2010, 100% des actions de la SAS PAC PESAGE, implantée en région parisienne. Cette société a donné son fonds de commerce en location-gérance à PRECIA MOLEN SERVICE à partir du 1^{er} octobre 2010. Ces deux entités seront prochainement fusionnées.

PRECIA MOLEN SERVICE a acquis le 1^{er} décembre 2010 le fonds de commerce de la société RUBIN-DELANCHY en Haute-Savoie.

Evènements post clôture :

Une fusion-absorption de PAC PESAGE par PRECIA MOLEN SERVICE a été réalisée début 2011 avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2011.

1.- Principes de consolidation et méthodes comptables

Les états financiers consolidés ont été préparés conformément aux International Financial Reporting Standards (IFRS) telles qu'adoptées dans l'Union Européenne.

1.1. Périmètre de consolidation

1.1.1 Périmètre de consolidation

Identification	SIREN	% détenu
S.A. PRECIA, 07000 Privas	386 620 165	Société Mère
S.A.S PRECIA MOLEN SERVICE, 07000 Privas	349 743 179	99,96
MOLEN BV, Breda	PAYS-BAS	100,00
MOLEN BELGIUM NV, Puurs	BELGIQUE	100,00
PRECIA-MOLEN UK Ltd, Birmingham	GRANDE BRETAGNE	100,00
PRECIA POLSKA Sp.z.o.o., Cracovie	POLOGNE	100,00
PRECIA CZ s.r.o., Brno	REP. TCHEQUE	100,00
PRECIA MOLEN MAROC SARL, Casablanca	MAROC	60,00
PRECIA MOLEN SCANDINAVIA, Asker	NORVEGE	90,00
PRECIA MOLEN INDIA, Chennai	INDIA	60,00
SAS ALSACE PESAGE, 67720 Weyersheim (1)	318 023 785	100,00
SAS PAC PESAGE, 77290 Mitry Mory (1)	344 193 024	100,00

(1) Ces sociétés sont (ou ont été) détenues de manière indirecte via PRECIA MOLEN SERVICE.

Toutes ces sociétés sont consolidées et ont arrêté leurs comptes au 31 décembre 2010.

Identification		% détenu
PRECIA MOLEN IRELAND, Ashbourne	IRELAND	40,00

Cette société, qui a arrêté ses comptes au 31 décembre 2010, est mise en équivalence

1.1.2. Evolution du périmètre

ALSACE PESAGE et PAC PESAGE sont entrées dans le périmètre de consolidation.

Le calcul des goodwill a été réalisé à la date d'acquisition des sociétés, soit au 1^{er} janvier 2010 pour ALSACE PESAGE et au 1^{er} juillet 2010 pour PAC PESAGE.

1.2. Comparabilité des comptes

Les principes comptables appliqués pour l'arrêté des comptes au 31/12/2010 sont les mêmes que ceux du 31/12/2009.

Les normes et interprétations utilisées au 31 décembre 2009 ont été complétées par les dispositions des normes IFRS telles qu'adoptées par l'Union Européenne et dont l'application est obligatoire pour la première fois sur l'exercice 2010. Celles-ci portent notamment sur :

- l'amendement annuel visant à améliorer la norme IFRS 5, issu du règlement du 23 janvier 2009 (CE n° 70-2009), relatif aux filiales faisant l'objet d'un plan de vente entraînant la perte de contrôle, et l'amendement de la norme IFRS 1 qui en découle ;
- la révision de la norme IAS 27 issue du règlement du 3 juin 2009 (CE n° 494/2009), relative aux états financiers consolidés et individuels ;
- la révision de la norme IFRS 3 issue du règlement du 3 juin 2009 (CE n° 495/2009), relative aux regroupements d'entreprises ;
- la révision de la norme IFRS 1 issue du règlement du 25 novembre 2009 (CE n° 1136/2009) et l'amendement issu du règlement du 23 juin 2010 (UE n°550/2010), relatifs à la première adoption des normes internationales ;

- Les amendements annuels visant à améliorer et clarifier 10 normes et 2 interprétations et issus du règlement du 23 mars 2010 (UE n°243/2010) ;
- l'amendement de la norme IFRS 2, issu du règlement du 23 mars 2009 (UE n° 244/2010), relative aux paiements fondés sur des actions et qui incorpore en s'y substituant les interprétations IFRIC 8 et IFRIC 11 ;
- l'interprétation IFRIC 12 issue du règlement du 25 mars 2009 (CE n° 254/2009), relative aux accords de concession de services, et qui ne concerne pas les activités du Groupe ;
- l'interprétation IFRIC 16 issue du règlement du 4 juin 2009 (CE n° 460/2009), relative aux couvertures d'un investissement net dans une activité à l'étranger ;
- l'interprétation IFRIC 15 issue du règlement du 22 juillet 2009 (CE n° 636/2009), relative aux contrats de construction de biens immobiliers traités dans les normes IAS 11, contrats de construction, et IAS18, produits des activités ordinaires ;
- l'interprétation IFRIC 17 issue du règlement du 26 novembre 2009 (CE n° 1142/2009), relative à la distribution d'actifs non monétaires aux propriétaires ;
- l'interprétation IFRIC 18 issue du règlement du 27 novembre 2009 (CE n° 1164/2009), relative au transfert d'actifs provenant de clients, et qui ne concerne pas les activités du Groupe.

L'application de ces nouvelles dispositions n'a pas eu d'impact significatif sur la période.

Par ailleurs, il est rappelé que lorsque l'application anticipée de normes et interprétations est optionnelle sur une période, l'option n'est pas retenue par le Groupe, sauf mention spécifique. Ceci concerne en particulier :

- l'amendement de la norme IAS 32, issu du règlement du 23 décembre 2009 (UE n° 1293/2009), relatif au classement des émissions de droit. Cet amendement sera appliqué pour la première fois au 1^{er} janvier 2011 ;
- l'amendement des normes IFRS 1 et IFRS 7, issu du règlement du 30 juin 2010 (UE n° 574/2010), relatif à des exemptions de fournir des informations comparatives sur les instruments financiers pour les premiers adoptants. Cet amendement sera appliqué pour la première fois au 1^{er} janvier 2011.
- Amendement de la norme IAS 24, relatif à l'information au titre des parties liées sous forme d'organisme d'Etat, publié le 19 juillet 2010 (UE 632/2010). Cet amendement sera appliqué pour la première fois au 1^{er} janvier 2011
- Amendement de l'interprétation IFRIC 14, relatif à la reconnaissance des actifs de régimes à prestations définies, publié le 19 juillet 2010 (UE 633/2010). Cet amendement sera appliqué pour la première fois au 1^{er} janvier 2011
- Interprétation d'IFRIC 19, relative à l'extinction de passifs financiers avec des instruments de capitaux propres, publiée le 23 juillet 2010 (UE n° 662/2010). Cet amendement sera appliqué pour la première fois au 1^{er} janvier 2011 .

Le Groupe n'attend pas d'effet significatif de ces applications sur son résultat et sa situation nette.

Les normes et interprétations publiées par l'IASB mais non encore adoptées par l'Union européenne n'entreront en vigueur d'une manière obligatoire qu'à partir de cette adoption et ne sont donc pas appliquées par le Groupe au 31 décembre 2010.

1.3. Principes comptables de consolidation

1.3.1 Regroupements d'entreprises et goodwills

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition, par application de la norme IFRS 3 (Regroupements d'entreprises). Les actifs, passifs et passifs éventuels identifiables de l'entité acquise sont comptabilisés à leur juste valeur à la date d'acquisition, après une période d'évaluation d'une durée maximale de 12 mois à compter de la date d'acquisition.

Les goodwills sont évalués au coût diminué des pertes de valeur. Les dépréciations des goodwills sont irréversibles. Les goodwills sont affectés à des unités génératrices de trésorerie et ne sont plus amortis mais font l'objet, à chaque fois qu'il existe un indice de perte de valeur et au minimum une fois par an, de tests de dépréciation.

Le groupe a choisi de ne pas retraiter les regroupements d'entreprises antérieurs au 1^{er} janvier 2004, selon les dispositions de l'IFRS 3.

Une dépréciation des goodwills de PRECIA MOLEN SCANDINAVIA pour 80 K€ et PRECIA MOLEN IRELAND pour 100 K€ a été comptabilisée sur la période. Ces entités sont toujours particulièrement affectées par la crise économique ; leurs performances opérationnelles sont inférieures aux attentes et leurs perspectives de cash-flows futurs ont été revues en baisse.

Le montant cumulé des dépréciations de goodwills constatées au 31/12/2010 est de 484 K€.

1.3.2 Conversion des comptes des filiales étrangères

La méthode utilisée est celle du cours de clôture.

Les éléments d'actif et de passif, monétaires et non monétaires, ont été convertis aux cours en vigueur à la date du 31 décembre 2010.

Les capitaux propres ont été corrigés pour être ramenés à leurs cours historiques.

La conversion des produits et charges a été réalisée, sauf fluctuation significative, par application des cours de changes moyens constatés pendant la période.

L'écart constaté est inscrit dans un compte de réserves ; l'effet a été une variation positive des capitaux propres de 116 K€ sur la période.

1.3.3 Opérations internes

Les retraitements sont effectués sur toutes les transactions intra-groupe. Les mouvements internes sont annulés ainsi que les dettes et créances réciproques.

La marge incluse dans les stocks relatifs à des achats à l'intérieur du groupe et les profits dégagés sur les cessions d'immobilisations intra-groupe sont éliminés.

1.3.4 Impôt sur le résultat

La charge d'impôt sur le résultat correspond à l'impôt courant de chaque entité fiscale consolidée, corrigé des impositions différées. La méthode utilisée est celle du report variable sur toutes les différences existant entre la valeur comptable et la valeur fiscale des actifs et passifs figurant au bilan.

Les impôts différés actif ne sont reconnus que dans la mesure où il est probable que les résultats fiscaux futurs permettront leur imputation.

Le calcul des impositions différées est effectué sur la base du taux d'impôt à 33,33%.

1.4. Méthodes d'évaluation.

Pour préparer les informations financières conformément aux principes comptables généralement admis, la Direction du Groupe doit procéder à des estimations et faire des

hypothèses qui affectent les montants présentés au titre des éléments d'actif et de passif ainsi que les informations fournies sur les actifs et passifs éventuels à la date d'établissement de ces informations financières et les montants présentés au titre des produits et charges de l'exercice.

La Direction revoit ses estimations et appréciations de manière constante sur la base de son expérience passée ainsi que de divers autres facteurs jugés raisonnables, qui constituent le fondement de ses appréciations de la valeur comptable des éléments d'actif et de passif. Lorsque les estimations et les hypothèses portent sur des montants significatifs ou lorsque la probabilité de révision des montants est élevée, une information est donnée en annexe.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

1.4.1. Immobilisations

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût, diminué des amortissements cumulés et des éventuelles pertes de valeurs constatées.

Les amortissements sont pratiqués sur le mode linéaire, selon les durées d'utilité effectives. Les principales durées d'utilité retenues sont les suivantes :

Logiciels	3 à 5 ans
Constructions industrielles	30 ans
Agencements et installations	20 ans
Installations techniques	10 à 15 ans
Matériels et outillage	6 à 10 ans
Matériels de transport	4 à 5 ans
Matériel informatique	3 à 5 ans
Mobilier, matériel de bureau	5 à 15 ans

Lorsque des évènements ou modifications d'environnement de marché ou des indicateurs internes indiquent un risque de perte de valeur des immobilisations incorporelles et corporelles, celles-ci font l'objet d'une revue détaillée afin de déterminer si leur valeur nette comptable est inférieure à la valeur recouvrable, celle-ci étant définie comme la plus élevée de la juste valeur (diminuée des coûts de cession) et de la valeur d'utilité. La valeur d'utilité est déterminée par actualisation des flux de trésorerie futurs attendus de l'utilisation du bien et de sa cession ; le taux d'actualisation utilisé est de 10%.

1.4.2. Frais de développement

Selon l'IAS 38, les coûts de développement doivent être comptabilisés en tant qu'immobilisation, si on peut démontrer notamment la faisabilité technique et commerciale du produit.

Cependant, compte tenu des délais d'homologation en métrologie légale, la phase de commercialisation des nouveaux produits peut-être largement différée. Ceci accroît la difficulté de prévoir les avantages économiques futurs, de même que l'effet de cannibalisation entre les ventes des nouveaux produits et des produits existants.

En cas d'incertitudes liées à ces délais d'homologation, le Groupe comptabilise en charges les frais de développement encourus.

1.4.3. Instruments financiers

- Les titres de participations dans les sociétés qui ne sont pas retenues dans le périmètre de consolidation sont comptabilisés à leur juste valeur en titres disponibles à la vente. Lorsqu'il s'agit de titres non cotés et que leur juste valeur n'est pas déterminable de façon fiable, ils sont évalués à leur coût diminué le cas échéant des pertes de valeur. Lorsqu'il y

a une indication objective de dépréciation, la perte qui en résulte doit être comptabilisée en résultat si cette perte revêt un caractère définitif pour les instruments de capitaux propres.

- Instruments de couverture

Conformément à sa politique, le Groupe ne détient pas ou n'utilise pas d'instrument financier destiné à la spéculation. Néanmoins, compte tenu du manque de documentation et de l'absence de suivi de revalorisation de la juste valeur à chaque date d'utilisation des instruments de couverture, ces instruments de couverture ne sont pas éligibles à la comptabilité de couverture et leurs variations de juste valeur sont enregistrées directement au compte de résultat.

1.4.4. Stocks

Les stocks de matières premières et approvisionnements sont valorisés au coût moyen pondéré.

La valeur brute des marchandises et des approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires.

Les produits en cours et les produits finis sont valorisés au coût de production, incluant :

- les consommations de matières premières et fournitures,
- les charges directes de main d'œuvre,
- les amortissements des biens concourant à la production,
- les charges indirectes de production.

Les charges financières sont toujours exclues de la valorisation des stocks.

Les stocks sont évalués au plus bas de leur coût et de leur valeur nette de réalisation. Celle-ci correspond au prix de vente estimé dans le cours normal de l'activité, diminué des coûts prévisibles en vue de l'achèvement ou de la réalisation de la vente, en tenant compte de la rotation des stocks, ainsi que de l'obsolescence et des évolutions techniques.

1.4.5. Créances et dettes courantes

Les créances et dettes courantes sont initialement évaluées à la juste valeur qui correspond en général à leur valeur nominale, sauf si l'effet de l'actualisation est significatif.

Une dépréciation est constituée lorsque le recouvrement des créances apparaît incertain. Son montant est déterminé en fonction des difficultés de recouvrement estimées d'après les informations connues à la clôture de l'exercice.

Les créances et dettes courantes en monnaie étrangère sont valorisées au cours de change constaté à la clôture de l'exercice.

1.4.6. Dettes portant intérêts

Les emprunts portant intérêt sont comptabilisés initialement à la juste valeur diminuée du montant des coûts de transaction attribuables. Après la comptabilisation initiale, ils sont évalués au coût amorti ; la différence entre le coût et la valeur de remboursement est comptabilisée dans le compte de résultat sur la durée des emprunts, selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

1.4.7 Actions propres

Les actions propres sont comptabilisées en moins des capitaux propres ; PRECIA SA a acquis 397 actions dans l'exercice pour un coût total de 17 K€. Un contrat de liquidité a été mis en place en octobre 2010, et 1000 titres ont été apportés. Au 31/12/2010, la position titres du contrat est de 1010 titres valorisés pour 50 K€.

1.4.8. Provisions

Une provision est comptabilisée au bilan lorsque le groupe a une obligation actuelle juridique ou implicite résultant d'un événement passé et lorsqu'il est probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation. Lorsque l'effet de la valeur temps est significatif, le montant de la provision est déterminé en actualisant le flux de trésorerie futur attendu au taux, avant impôt, reflétant les appréciations actuelles par le marché de la valeur temps de l'argent et lorsque cela est approprié, les risques spécifiques à ce passif.

1.4.9. Avantages au personnel

Le groupe a effectué le recensement des avantages consentis au personnel à long terme. En France, le groupe a des engagements en matière d'indemnités de départ en retraite, définis par les conventions collectives. Le groupe utilise la méthode des unités de crédits projetées pour déterminer la valeur actualisée de son obligation au titre des prestations définies.

1.4.10. Reconnaissance du chiffre d'affaires

L'IAS 18 Produits des activités ordinaires privilégie la substance sur l'apparence et définit qu'une vente est considérée comme accomplie lorsque le transfert des risques et avantages est réalisé.

Les ventes de matériel sont comptabilisées par le Groupe lors de la livraison, car il a été vérifié que les prestations restant éventuellement à exécuter ne sont pas significatives et ne sont pas susceptibles de remettre en cause l'acceptation par le client des produits livrés ou des services rendus.

2.- Explication des postes du bilan

2.1. Actif immobilisé

	Début d'exercice	Augmentations	Diminutions	Fin d'exercice
Goodwill.....	4 500	2 867	180	7 186
Autres immobilisations incorporelles	1 069	173	20	1 222
Immobilisations corporelles.....	22 813	2 842	1 664	23 991
Actifs financiers.....	398	72	32	438
Participations mises en équivalence.	118	9		127
Total	28 898	5 962	1 896	32 964

L'augmentation du goodwill provient des acquisitions de l'exercice ; il n'y a pas eu d'affectation à des éléments déterminés. Les diminutions du goodwill correspondent à des dépréciations de PRECIA MOLEN SCANDINAVIA et PRECIA MOLEN IRELAND.

Les augmentations d'immobilisations corporelles incluent 825 K€ provenant de l'entrée dans le périmètre de consolidation des sociétés Alsace Pesage et PAC Pesage. Les diminutions d'immobilisations corporelles incluent 733 K€ de sorties d'immobilisations suite à la fermeture du site de Brive.

2.2. Etat des amortissements

	Début d'exercice	Augmentations	Diminutions	Fin d'exercice
Autres immobilisations incorporelles	938	121	20	1 039
Immobilisations corporelles.....	16 784	2 402	1 521	17 665
Amortissements.....	17 722	2 523	1 541	18 704

Les augmentations d'amortissements des immobilisations corporelles incluent 601 K€ provenant des sociétés entrées dans le périmètre de consolidation acquisitions de l'exercice. Les diminutions d'amortissements incluent 655 K€ relatifs aux immobilisations du site de Brive.

2.3 Immobilisations incorporelles

	Valeur brute	Amortissements	Valeur nette
Goodwill.....			7 186
Autres immobilisations incorporelles	1 222	1 039	183
Immobilisations incorporelles.....	1 222	1 039	7 369

2.4. Actifs financiers

2.4.1. Participations mises en équivalences

Société PRECIA MOLEN IRELAND à Ashbourne : société consolidée par mise en équivalence.

Quote-part du groupe dans les résultats et réserves de cette société : 127 K€

Chiffre d'affaires 2010 : 1 817 K€

Résultat net : 23 K€

Total capitaux propres : 295 K€ (hors résultat de la période)

Total bilan : 1 342 K€

2.4.2. Sociétés non consolidées

BACSA S.A. Participation de 19,00 % du capital : 98

Diverses participations 88

La juste valeur de ces participations correspond à la valeur d'acquisition à l'exception de la société BACSA, dépréciée à hauteur de 47 K€, et des participations diverses dépréciées à hauteur de 16 K€.

2.5. Evolution des stocks

Détail des stocks	31/12/2010	31/12/2009
Matières premières et approvisionnements.....	2 615	2 423
En cours de production.....	4 620	3 941
Produits intermédiaires et finis.....	353	540
Marchandises.....	3 203	3 148
Stocks.....	10 791	10 052

2.6. Détail des débiteurs divers

	Total	à 1 an au plus	à plus de 1 an
Taxes sur le chiffre d'affaires...	729	729	
Retenue garantie factor.....	381		381
Acomptes.....	81	81	
Charges constatées d'avance ...	499	499	
Divers débiteurs.....	524	524	
Débiteurs divers.....	2 214	1 833	381

2.7. Trésorerie et équivalents de trésorerie

	31/12/2010	31/12/2009
OPCVM (2)	2 633	6 016
Certificats de dépôt (1)	8 203	2 200
Valeurs mobilières de placement	10 836	8 216
Disponibilités	6 327	5 282
TOTAL	17 163	13 498

(3) Les certificats de dépôt sont rémunérés aux conditions du marché, avec une possibilité de sortie à tout moment.

(4) Il s'agit de sicav monétaires à rendement régulier :

	Nbre parts	Valeur
SGAM Invest Moneplus	1	23
CL Monetaire Large	7	771
CAAM Mone 3 mois	13	302
CAAM Mone divers 6 mois	70	390
ECUREUIL Expansion C FCP 3 DEC	22	407
UNION +SI 3 DEC	4	740
TOTAL OPCVM		2 633

La société PRECIA SA a recours à une société d'affacturage depuis l'exercice 1998 pour le financement de son besoin en fonds de roulement.

Le montant des créances cédées au factor et non échues au 31/12/2010 est de 3 923 K€ contre 3 468 K€ au 31/12/2009. Ces créances sont réintégrées aux Créances clients en contrepartie d'une diminution des disponibilités.

2.8. Impôts différés

	31/12/2010	31/12/2009
Impôts différés sur différences temporelles	619	570
Impôts différés sur retraitements de consolidation	532	485
Impôts différés actifs	1 151	1 055

Aucun impôt différé n'a été activé concernant le report déficitaire de MOLEN NL.

	31/12/2010	31/12/2009
Impôts différés sur amortissements	492	505
Impôts différés passifs	492	505

2.9. Capitaux propres

Le capital de 2 200 000 € se compose de 573 304 actions.

Actions propres : 14 303 actions, soit 2,49% du capital pour une valeur d'acquisition de 256 K€.

Résultat par action :

Le résultat par action est déterminé en divisant le résultat par le nombre d'actions moyen en circulation au cours de l'exercice (soit 559 001), c'est à dire hors actions propres.

2.10. Intérêts ne conférant pas le contrôle

Les intérêts ne conférant pas le contrôle correspondent aux 40 % de capital de PRECIA MOLEN INDIA, aux 40% de PRECIA MOLEN MAROC et aux 10% de PRECIA MOLEN SCANDINAVIA détenus par des tiers.

2.11. Emprunts et dettes financières

	Total	A 1 an au plus(*)	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Etablissements de crédit (1).....	6 505	1 891	4 614	
Contrats de location financement..	1 058	468	590	
Associés.....	262	131	88	43
S/Total dettes financières long terme	7 825	2 490	5 292	43
Dettes financières court terme	458	458		
Total	8 283	2 948	5 292	43

(1) dont 33% à taux fixes. Les emprunts à taux variables sont capés à 49%.

Information comparative exercice 2009	Total	A 1 an au plus(*)	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Total Emprunts et dettes financières	5 408	2 478	2 922	8

(*) La part < 1 an des dettes financières à long terme est classée en dettes financières court terme

Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit :

Garantie	Montant garanti	Capital restant dû
Nantissement de fonds de commerce	6 883	4 776
Promesse d'hypothèque.....	300	34
Nantissement d'actions (21 430 actions PMS)	500	333
Gage sur véhicules	148	109
Total	7 831	5 252

2.12. Détail des provisions

	Début de période	Augmentations	Diminutions	Fin de période
Litiges.....	1 098	540	494	1 145
Garanties clients.....	64	11	25	50
Pensions.....	66		5	61
Indemnités de départ en retraite (1)	893	103	235	761
Autres avantages sociaux.....	111			111
Provisions long terme	2 232	654	759	2 127

Information comparative exercice 2009	Début de période	Augmentations	Diminutions	Fin de période
Provisions long terme	1 959	615	342	2 232

(1) En France, à leur départ en retraite, les salariés du groupe reçoivent une indemnité, dont le montant varie en fonction de l'ancienneté et d'autres éléments de la Convention Collective applicable. Le groupe a évalué ses engagements selon une méthode actuarielle, basée sur les unités de crédit projetées. Le mode de calcul est basé sur les hypothèses suivantes : taux d'actualisation : 4 %, taux de revalorisation : 2,5 %, âge de départ : 65 ans, taux de contribution patronale : 50 %.

Des analyses de sensibilité ont été réalisées concernant le taux d'actualisation : si ce taux était augmenté de 0.5%, l'engagement total du groupe (avant prise en compte de la juste valeur des fonds externes) diminuerait d'environ 7%.

Le groupe est exposé dans le cadre normal de son activité à des litiges de différentes natures. Les provisions pour litiges sont déterminées au cas par cas à la clôture de l'exercice, et leurs montants représentent la meilleure estimation du risque financier encouru, pondérée par le facteur de survenance le plus probable.

Le groupe est engagé dans des procédures judiciaires avec des demandes des parties adverses considérées comme infondées ; le risque n'étant pas avéré, le groupe n'a pas estimé nécessaire la constitution d'une provision. Concernant les provisions, s'agissant d'affaires en cours, le groupe estime qu'il lui serait préjudiciable de détailler davantage l'information.

Les diminutions de provisions pour litiges concernaient d'une part, des litiges sociaux, et d'autre part, des risques de recouvrement sur créances clients, ré estimés en totalité à chaque clôture d'exercice.

La charge future pour départs en retraite est en partie externalisée avec des contrats d'assurances spécifiques. La juste valeur des fonds au 31/12/2010 est de 1 402 K€, le montant de l'engagement résiduel après prise en compte de la couverture est de 761 K€.

2.13 Détail des autres passifs courants

	31/12/2010	31/12/2009
Dettes fiscales et sociales.....	11 108	10 340
Avances et acomptes reçus sur commandes.....	2 155	1 483
Autres dettes.....	2 502	2 509
Produits constatés d'avance.....	1 300	1 526
Total autres passifs courants.....	17 065	15 858

2.14. Engagement hors bilan

Engagements donnés :

NEANT

Engagements reçus :

Cautions bancaires sur contrats commerciaux..... 594

2.15. Gestion des risques financiers

Le Groupe est exposé aux risques de crédit, de liquidité et de marché, mais dans des proportions limitées, et le Groupe a donc peu recours à des instruments financiers visant à réduire son exposition.

Comme toute société commerciale, le groupe est confronté aux risques clients qui portent principalement sur un risque toujours possible d'impayés de sa clientèle, et sur un risque plus conjoncturel de concentration des clients. La société dispose d'une clientèle grands comptes sur laquelle le risque d'irrecouvrabilité est faible. Le client le plus important représente moins de 2% du chiffre d'affaires (3% en 2009). Les dix premiers clients représentent environ 8 % du chiffre d'affaires (16 % en 2009). De plus, les ventes de matériels sont assorties de clauses de réserve de propriété. L'historique des pertes sur créances clients ne révèle pas d'impact significatif.

Le risque de liquidité correspond à la capacité financière du groupe à faire face à ses engagements, lorsqu'ils arriveront à échéance. L'approche du Groupe pour gérer le risque de liquidité est de s'assurer, dans la mesure du possible, qu'il disposera toujours de liquidités suffisantes pour honorer ses dettes à leurs échéances, dans des conditions normales ou « tendues », sans encourir de pertes inacceptables ou porter atteinte à la réputation du Groupe. Le risque de marché correspond aux risques de variations de taux d'intérêt et de change.

Concernant les taux d'intérêt, la politique du Groupe privilégie en général les emprunts à taux fixes (67% des emprunts du groupe sont à taux fixes ou à taux variables capés). Le Groupe est par ailleurs assez faiblement exposé aux risques de change, et n'a pas de contrats d'achats à terme de devise.

Gestion du capital

La politique du Groupe consiste à maintenir une base de capital solide, afin de préserver la confiance des investisseurs, des créanciers et du marché et de soutenir le développement futur de l'activité. Le Directoire prête attention au rendement des capitaux propres défini comme étant le résultat opérationnel divisé par les capitaux propres totaux. Il veille également au niveau des dividendes versés aux actionnaires.

2.16. Contrats de location financement

Les immobilisations faisant l'objet d'un contrat de location financement, ayant pour effet de transférer au groupe les avantages et les risques inhérents à la propriété, sont comptabilisées à l'actif en immobilisations.

Impact sur le bilan au 31 décembre 2010:

Immobilisations nettes	+ 954
Dettes financières	+1 058 dont 468 à moins d'un an et 590 à plus d'un an et moins de 5 ans
Impôt différé actif	+ 35
Impact sur les réserves	- 53 (hors résultat de la période)
Impact sur le compte de résultat	
Résultat avant impôt	- 24
Résultat	- 16

3.- Explications des postes du compte de résultat

3.1. Répartition géographique des activités

L'organisation du groupe est de nature mono-activité et repose sur une organisation géographique.

<u>Répartition des actifs immobilisés :</u>	31/12/2010		31/12/2009
France.....	11 846	83 %	78 %
Hors de France.....	2 352	17 %	22 %

<u>Répartition des amortissements :</u>	31/12/2010		31/12/2009
France.....	1 518	79 %	80 %
Hors de France.....	393	21 %	20 %

<u>Répartition des investissements :</u>	31/12/2010		31/12/2009
France.....	5 416	91 %	41 %
Hors de France.....	548	9 %	59 %

<u>Répartition des passifs non courants :</u>	31/12/2010		31/12/2009
France.....	7 819	98 %	97 %
Hors de France.....	135	2 %	3 %

<u>Ventilation du chiffre d'affaires :</u>	31/12/2010		31/12/2009
France.....	54 143	67 %	66 %
Hors de France.....	26 162	33 %	34 %

<u>Ventilation du résultat opérationnel :</u>	31/12/2010		31/12/2009
France.....	5 911	81 %	86 %
Hors de France.....	1 397	19 %	14 %

<u>Effectifs moyens</u>	31/12/2010		31/12/2009
France.....	525		509
Hors de France.....	175		155
Total	700		664

3.2. Autres produits d'exploitation

Ce poste inclut la plus-value de la vente du site de Brive pour 1 M€.

3.3. Coût de l'endettement financier net

	31/12/2010	31/12/2009
Gains de change.....	54	18
Reprises de provisions.....		
Produits sur valeurs de placement.....	149	94
Divers produits financiers.....	96	84
Produits de trésorerie et équivalents	299	196

	31/12/2010	31/12/2009
Intérêts	205	212
Pertes de change	41	15
Provisions.....		
Intérêts locations financements	82	78
Diverses charges financières.....		
Coût de l'endettement financier brut	328	305

3.4. Charge d'impôt sur le résultat

Exigible	- 2 283
Différé(1)	109
Net (charge)	- 2 174

(1) Détail de la variation des impôts différés :

Variation des impôts différés sur marge en stocks.....	39
Variation des impôts différés sur indemnités de départ en retraite.....	44
Variation des impôts différés sur provisions non déductibles	93
Variation des impôts différés autres.....	8
Variation des impôts différés sur amortissements	13
Total	109

Rapprochement entre la charge d'impôt comptabilisée et la charge d'impôt théorique :

Résultat		4 940
Résultat avant impôt		7 114
Charge d'impôt comptabilisée	taux apparent : 30,56 %	2 174
Charge d'impôt théorique		2 371
Différence		197

Impôts sur charges non déductibles	-103
Economie d'impôts sur produits non imposables	130
Actifs d'impôt non activés antérieurement	253
Variation de taux d'impôt	-54
Divers	-29
	197

3.5. Incidence de l'intégration fiscale

PRECIA S.A. a la qualité de société tête de groupe dans le cadre de l'intégration fiscale avec la société PRECIA-MOLEN SERVICE.

3.6. Honoraires des Commissaires aux Comptes

Frais d'audit	K€	KPMG	CRMD	Auditeurs des filiales
PRECIA SA		40	18	
Filiales		12	12	60
Total		52	30	60

4. Informations concernant le tableau des flux de trésorerie consolidé

Le tableau des flux de trésorerie est présenté selon la méthode indirecte, à partir du résultat net des sociétés intégrées.

Les postes constitutifs de la trésorerie concernent la trésorerie disponible diminuée des soldes créditeurs de banque et de la part à moins d'un an des dettes financières à long terme.

	31/12/2010	31/12/2009
Trésorerie et équivalents de trésorerie.....	17 163	13 498
Dettes financières court terme.....	-2 948	-2 478
Trésorerie.....	14 215	11 020



KPMG Audit
51, rue de Saint-Cyr
CP 409
69338 Lyon Cedex 9
France

CRMD

4 rue de la Cécile
26000 Valence

Précia S.A. à directoire et conseil de surveillance

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2010
Précia S.A. à directoire et conseil de surveillance
Veyras - BP 106 - 07001 Privas cedex
Ce rapport contient 19 pages
Référence : L112-59



KPMG Audit
51, rue de Saint-Cyr
CP 409
69338 Lyon Cedex 9
France

CRMD

4 rue de la Cécile
26000 Valence

Précia S.A. à directoire et conseil de surveillance

Siège social : Veyras - BP 106 - 07001 Privas cedex
Capital social : €2.200.000

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2010

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2010, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société Précia S.A. à directoire et conseil de surveillance, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le directoire. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

1 Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

2 Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants.

Les titres de participations et les créances rattachées à des participations sont évalués en retenant les méthodes décrites au paragraphe 1.3.3 de l'annexe. Nous avons examiné, sur la base des éléments disponibles, les éléments de calcul ayant conduit à la détermination des valeurs d'usage retenues pour les principales lignes de titres et créances rattachées.

Les notes 1.3.7 et 6 de l'annexe décrivent les méthodes d'évaluation des provisions pour risques et charges. Nos travaux ont consisté à apprécier les données et les hypothèses qui ont contribué à la détermination de ces provisions et à vérifier que les notes aux états financiers donnent une information appropriée sur les hypothèses et les options retenues par la société.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

3 Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du directoire et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

En application de la loi, nous vous signalons que les informations prévues par les dispositions de l'article L.225-102-1 du Code de commerce sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur ne sont pas mentionnées dans le rapport de gestion. En conséquence, nous ne pouvons en attester l'exactitude et la sincérité.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives à l'identité des détenteurs du capital vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Lyon, le 26 avril 2011

Valence, le 26 avril 2011

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.

CRMD



Alain Feuillet
Associé



Jean Jacques Gaudillat
Associé



KPMG Audit
51, rue de Saint-Cyr
CP 409
69338 Lyon Cedex 9
France

CRMD

4 rue de la Cécile
26000 Valence

Précia S.A. à directoire et conseil de surveillance

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2010
Précia S.A. à directoire et conseil de surveillance
Veyras - BP 106 - 07001 Privas cedex
Ce rapport contient 20 pages
Référence : L112-58



KPMG Audit
51, rue de Saint-Cyr
CP 409
69338 Lyon Cedex 9
France

CRMD

4 rue de la Cécile
26000 Valence

Précia S.A. à directoire et conseil de surveillance

Siège social : Veyras - BP 106 - 07001 Privas cedex
Capital social : €2.200.000

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2010

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2010 sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société Précia S.A. à directoire et conseil de surveillance, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le directoire. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

1 Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 1.2 aux états financiers, qui décrit les nouvelles normes et interprétations d'application obligatoire pour la première fois sur l'exercice 2010.

2 Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

La société procède systématiquement, à chaque clôture, à un test de dépréciation des écarts d'acquisition, selon les modalités décrites dans les notes 1.3.1 « Regroupements d'entreprises et goodwill » et 1.4.1 « Immobilisations » de l'annexe. Nous avons examiné les modalités de mise en œuvre de ce test de dépréciation ainsi que les prévisions de flux de trésorerie et hypothèses utilisées et nous avons vérifié que les notes aux états financiers donnent une information appropriée.

La note 1.4.8 de l'annexe décrit les méthodes d'évaluation des provisions pour risques et charges dont le détail est indiqué à la note 2.12 de l'annexe. Nos travaux ont consisté à apprécier les données et les hypothèses qui ont contribué à la détermination de ces provisions et à vérifier que les notes aux états financiers donnent une information appropriée.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

3 Vérification spécifique

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations données dans le rapport sur la gestion du groupe.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Les commissaires aux comptes

Lyon, le 26 avril 2011


KPMG Audit
Département de KPMG S.A.



Alain Feuillet
Associé

Valence, le 26 avril 2011

CRMD



Jean Jacques Gaudillat
Associé